Mot de la Chef du Service économique de l'Ambassade de France

Cécile HUMBERT-BOUVIER

Volontaires internationaux en entreprise (VIE). Après plusieurs mois de négociation avec les autorités marocaines, le dispositif des VIE a pu redémarrer le 2 mars dernier avec l'affectation de 15 nouveaux VIE au Maroc. C'est une très bonne nouvelle pour les entreprises françaises qui sont particulièrement demandeuses et utilisatrices de ce dispositif qui vise à favoriser l'engagement des jeunes français dans un service civique à l'international et permet d'accompagner les entreprises dans leur parcours à l'export. Ce redémarrage a été permis par la mise en place, au titre d'une réciprocité renforcée, de stages pour de jeunes diplômés marocains dans des entreprises françaises établies au Maroc. La mise en place de ces stages « talent » a été rendue possible par la mobilisation des conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) et de la chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM) qui continuera à assurer la coordination de ce dispositif de stages en lien avec les services de l'ANAPEC. Nous encourageons fortement les entreprises utilisatrices de VIE qui le peuvent à prendre en stage de jeunes marocains diplômés à travers ce système, ce qui permettra d'assurer la pérennité du dispositif d'ensemble. Aujourd'hui un quota de 60 VIE a été fixé par les autorités marocaines (pour 20 stages « talent » au bénéfice de jeunes marocains diplômés) mais nous espérons pouvoir le revoir à la hausse dans le futur.

La Chronique économique

Coronavirus : répercussions sur le secteur du tourisme et les importateurs

Les conséquences économiques au Maroc de la pandémie Covid-19, bien que relatives, se font déjà ressentir sur les secteurs du tourisme ou ceux liés aux importations en provenance de Chine.

Le secteur touristique est en première ligne : 52 000 réservations de touristes chinois ont été annulées pour les mois de février et mars, selon le président de la Confédération Nationale du Tourisme (CNT), impactant notamment Chefchaouen et Ouarzazate, destinations privilégiées à cette période. Bien que le nombre d'annulations soit sans doute voué à augmenter, le marché chinois reste marginal (1,2 % des arrivées en 2019). Cependant, suite au quasi-blocage du marché italien, CNT et patrons de tour-opérateurs craignent la contagion d'un « effet d'angoisse » sur les marchés européens, qui pourrait entraîner un arrêt de la consommation de voyages en général, impactant ainsi le Maroc.

Le Covid-19 a également des répercussions sur les opérations commerciales. A titre d'exemple, selon le président du Syndicat national des commerçants et des professionnels (SNCP), le Maroc pourrait subir une situation inédite de carence de thé chinois, les chaînes d'approvisionnement étant perturbées et les stocks ne pouvant satisfaire la demande nationale que jusque fin avril. Plus généralement, les délais de réponse des fournisseurs chinois se sont allongés de 24h à 15-20 jours et la SNCP s'attend à une augmentation des prix des importations des textiles, d'électroménager et de pièces de téléphones. Le ralentissement de l'économie chinoise pourrait également nuire aux exportations marocaines vers la Chine (qui ne représentent toutefois que 0,9 % du total des exportations marocaines en 2018), composées majoritairement de matériaux bruts (zinc, cuivre, granit, gypse), d'huile d'olives ou d'huile de poisson.

En outre, la prévalence du virus a déjà entraîné l'annulation d'évènements d'envergure, telle que la 15ème édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc, qui devait se tenir en avril prochain à Meknès.

arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

L'économie en mouvement

Un chiffre en perspective

-11,2%

La France réduit son déficit commercial avec le Maroc en 2019 de 11,2 %, à 817 M EUR

Le déficit commercial de la France vis-à-vis du Maroc s'est résorbé de 11,2 % en 2019, passant de 919 M EUR à 817 M EUR, selon les données des douanes françaises. Le taux de couverture des importations en provenance du Maroc par les exportations à destination du Royaume s'est ainsi amélioré de 82,7 % à 85,4 %.

Cette diminution s'explique notamment par la forte réduction du déficit agricole, de 41,5 %. La faible pluviométrie marocaine lors de la campagne 2018-2019 a engendré un repli de la production de céréales, à 52 millions de quintaux, soit 30 % de moins que les rendements annuels moyens depuis le début du Plan Maroc Vert, selon le Ministère de l'Agriculture marocain. Cette baisse a entraîné un bond des exportations françaises de céréales, légumineuses et oléagineux de 304 %. Le solde commercial bilatéral est également impacté positivement par la hausse des excédents des équipements divers (biens d'équipements mécaniques, électriques, électroniques...) et des produits métallurgiques, de respectivement 12,9 % et 20,9 %. Toutefois, cette amélioration est atténuée par l'alourdissement du déficit « matériel de transports » de 32 % (premier poste d'importations françaises en provenance du Maroc), du fait de l'accroissement des importations d'automobiles de 8,3 % et des réductions des excédents des secteurs aéronautiques et ferroviaires.

Rappelons que la France est le deuxième partenaire commercial du Maroc, avec 15,5 % de ses échanges totaux selon les données de l'Office des Changes.

arthur.francois@dgtresor.gouv.fr

Secteur à l'affiche

La stratégie Génération Green

La stratégie « Génération Green 2020-2030 » qui succède au Plan Maroc Vert (PMV), a été présentée au souverain par le ministre en charge de l'agriculture le 13 février dernier. Dans le prolongement des acquis du PMV, et tout en visant à assurer la pérennité du développement agricole qu'il a engendré, la nouveauté porte sur le virage clairement social pris à travers la Priorité donnée à l'Elément Humain.

En effet, si le pilier 1 avait permis de développer une agriculture moderne à forte valeur ajoutée, le pilier 2 n'a pas atteint tous ses objectifs en matière d'agriculture solidaire. C'est donc en réponse aux orientations données par le discours royal du 18 octobre 2018, que la nouvelle stratégie a été adoptée.

La Priorité à l'Elément Humain sera déclinée en 4 objectifs opérationnels visant à déployer des Nouvelles Générations, de classe moyenne agricole, de jeunes entrepreneurs agricoles, d'organisations agricoles et de mécanismes d'accompagnement. De même, la poursuite de la dynamique de développement repose sur 4 objectifs, la consolidation des filières, la création de chaînes de distribution modernes et efficientes, le déploiement de la qualité de l'innovation et de la « GreenTech », tout en soutenant la mise en place d'une agriculture plus résiliente et éco-efficiente. Les impacts attendus sont fixés à 400 000 nouveaux ménages dans la classe moyenne agricole, à 690 000 ménages stabilisés, avec un PIB agricole et des exportations doublés.

damien.tremau@dgtresor.gouv.fr

Relations France-Maroc

Visite au Maroc de M. Henri Verdier, Ambassadeur pour le numérique

Rencontre entre M. Mohammed Drissi Melyani, Directeur général de l'Agence de développement digital et Henri Verdier, Ambassadeur pour le numérique.

© @HenriVerdier

M. Henri Verdier, Ambassadeur pour le numérique, s'est rendu à Rabat les 3 et 4 mars dernier. Il a notamment rencontré à cette occasion M. Mohammed Drissi Melyani, directeur général de l'Agence de Développement du Digital (ADD) et les responsables de la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information (DGSSI). La visite a également été l'occasion de visiter la toute nouvelle Digital Factory du Ministère de l'Intérieur, une unité créée au sein de la direction des systèmes d'information et de communication du Ministère, qui travaille en mode startup à la digitalisation de ses services aux usagers. L'Ambassadeur a enfin pu faire le point sur le développement du secteur avec le Président et des représentants de la French Tech ainsi qu'avec d'autres acteurs locaux du numérique.

Le développement du numérique dans le Royaume s'inscrit dans le cadre du plan « Maroc Digital 2020 », qui vise à accélérer la transition numérique, à faire du Maroc un hub numérique régional et à créer une plateforme numérique au Maroc. Deux initiatives importantes ont été lancées en 2017, à savoir la création de l'ADD, chargée de mettre en œuvre la stratégie marocaine, ainsi que la création du « Fonds Innov Invest » par la Caisse Centrale de Garantie, qui a permis de renforcer l'offre de financement ciblant les startups et entreprises innovantes.

Cette visite a permis de réaffirmer le soutien de la France aux ambitions digitales du Royaume. Lors de la Rencontre de Haut Niveau en décembre 2019 ont d'ailleurs été signés deux contrats d'assistance technique sur ces sujets entre les deux pays. De plus, l'AFD appuie l'ADD pour la conception de services numériques selon la méthode française de « start-up d'Etat ». Les acteurs français apportent également leur expertise en matière de formation. A titre d'exemple, la CFCIM a lancé fin 2019, dans un souci de répondre aux besoins des entreprises au Maroc, une formation pilote de Data Scientist.

mathieu.valdenaire@dgtresor.gouv.fr

Affaires à suivre

Le cabinet de conseil français, Datavalue Consulting, s'implante au Maroc. Spécialisé en transformation digitale, big data et pilotage de la performance, l'entreprise s'implante au Maroc via l'acquisition de la majorité du capital de deux acteurs du digital, Limpida Consulting France, et sa filiale Limpida Maroc. Pour accompagner cette croissance externe, DataValue Consulting prévoit de recruter une vingtaine d'ingénieurs informaticiens chez Limpidia Maroc

Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation : 1,5 Md MAD pour Laâyoune. Ce budget sera consacré à la mise en œuvre de trois axes : a) le renforcement, la diversification et la sécurisation de la production (via la réalisation d'une nouvelle station de dessalement à Laâyoune et Tarfaya ainsi qu'une station de désalinisation à Smara) ; b) la bonne gestion et la valorisation de l'eau potable ; c) l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable du milieu rural

Entrepreneuriat vert : appui de la Société Financière Internationale (SFI). Green Business Booster, le programme développé par le Cluster solaire (association des acteurs du secteur solaire), reçoit l'appui de la SFI. Ces deux derniers ont signé un accord visant à renforcer leur partenariat dans le cadre du programme « Morocco Climate Entrepreneurship » et à accompagner les startups dans la conception et commercialisation de solutions énergie propre

Le groupe français EBP renforce sa présence au Maroc. EBP est un éditeur de logiciel de gestion (comptabilité, gestion commerciale et suivi des travaux de chantiers). Après avoir contribué au lancement, en mai 2019, du centre d'appel Matys Support Services (inauguré le 2 mars dernier), le groupe français envisage de créer cette année une filiale au Maroc, avec l'objectif de se positionner sur le marché africain. La Côte d'Ivoire pourrait être la prochaine étape en 2021.